

Le charbon fait de la résistance en Grande-Bretagne

LE MONDE | 08.09.09 | 14h39 • Mis à jour le 08.09.09 | 14h39

Le charbon n'est pas mort au Royaume-Uni, loin de là. Dans les plaines d'Ecosse et du pays de Galles, comme dans les Midlands, il affiche même une certaine santé. Au premier semestre, la production britannique de charbon a progressé de 7,5 % par rapport à la même période de 2008. Et elle avait déjà augmenté de près de 6 % entre 2007 et 2008, atteignant près de 18 millions de tonnes, auxquels se sont ajoutées des importations de plus de 43 millions de tonnes.

▼ PUBLICITE

Dans le même temps, la production de l'Union européenne a baissé de 3,9 %, selon le *BP World Energy Report*. Même limité dans le temps, ce sursaut britannique, dû notamment à la relance de gisements existants ou à l'ouverture de nouvelles mines sous l'impulsion d'entrepreneurs privés, peut surprendre alors que Gordon Brown et son gouvernement se font les hérauts de la réduction d'émissions de carbone et de la promotion des énergies renouvelables.

Avec un parfum de paradoxe, ces chiffres viennent rappeler que la gestion du portefeuille énergétique d'un pays est un exercice compliqué et que la Grande-Bretagne ne saurait effacer d'un trait sa longue histoire charbonnière. Le regain d'intérêt pour la houille est notamment le résultat de sa politique énergétique depuis plus de vingt ans.

Jean-Marie Chevalier, professeur à l'université Dauphine et spécialiste des questions d'énergie, estime que *"la croissance de la production britannique est un mal nécessaire pour ce pays confronté à un problème de "mix" énergétique, même si cette augmentation est temporaire"*. Au cours des dernières décennies, la Grande-Bretagne a non seulement libéralisé le marché de l'énergie sur son territoire, s'appuyant sur des fournisseurs privés, mais elle s'est aussi largement reposée sur l'énergie provenant du gaz de la mer du Nord, dont la production a atteint son maximum en 1999 et a depuis fortement décliné. Cette dépendance au gaz, qui a représenté 46 % de la production d'électricité en 2008, oblige le Royaume-Uni à en importer de plus en plus, notamment de Russie, avec les risques politiques inhérents. D'autant que plus du tiers du charbon importé provient également de Russie. Ce casse-tête énergétique est par ailleurs accentué par le fait que quatre des dix centrales nucléaires britanniques, vieillissantes, auront fermé d'ici à 2015.

Même polluant, le charbon ne peut donc être écarté, sécurité énergétique oblige. Et si sa consommation décroît ces dernières années, elle reste malgré tout importante et relativement proche des quantités consommées il y a dix ans. En 2008, 31 % de la production électrique du pays a ainsi été tirée de la combustion du charbon, contre 34 % en 2007.

Le charbon anglais a d'autant moins dit son dernier mot que depuis 2005, des dizaines de nouveaux permis d'exploitation, souterraine ou à ciel ouvert, ont été attribués pour la houille ou parfois pour le gaz contenu dans ces mines. *"Le charbon devrait continuer de jouer en Grande-Bretagne un rôle d'énergie d'ajustement et de complément en fonction des variations de prix du gaz et du pétrole, et des pics de consommation"*, note Brian Ricketts, analyste au sein de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Face à ce paradoxe, le gouvernement britannique affiche la volonté de produire, d'ici à 2020, 40 % de son électricité au moyen d'énergies à faible émission de carbone. *"Nous estimons que le charbon continuera de représenter une part importante de notre mix énergétique, à condition que son impact environnemental soit bien contrôlé"*, affirme une porte-parole du Département de l'énergie et du changement climatique (DECC). Londres mise pour cela sur le développement de technologies de capture du CO₂ après la combustion dans les centrales. Il soutient des projets pilotes avec l'espoir que ces techniques soient éprouvées en 2020. Les centrales thermiques à venir devront se plier à ces principes de stockage du CO₂ et les centrales existantes les inclure progressivement.

Mais ces arguments ne convainquent pas les associations de défense de l'environnement. Pour les militants verts, les centrales déjà en place polluent trop, et les projets de nouvelles installations, comme Kingsnorth dans le Kent, au sud-est de l'Angleterre, ne prennent pas assez en compte la nécessité d'une réduction des émissions et la réalité du développement technologique. Soulignant *"la confusion de la politique britannique en matière de charbon"*, Jim Footner, responsable des campagnes sur l'énergie au sein de l'ONG Greenpeace UK, estime que le gouvernement Brown *"ne sait pas vraiment combien de temps et d'argent la mise au point des procédés de "charbon propre" va demander"*. Une incertitude qui touche de nombreux autres gouvernements, en Europe et dans le monde.

Car le regain d'intérêt pour le charbon ne se limite pas aux frontières du Royaume-Uni. En 2008, selon le *BP World Energy Report*, la production mondiale de charbon a augmenté d'au moins 350 millions de tonnes (+ 5,3 % sur 2007), dont une grande partie a été extraite en Chine. Et la consommation de la Chine et de l'Inde va continuer d'alimenter la demande dans les vingt ans à venir, d'après l'AIE. Le paradoxe anglais est en cela le reflet des interrogations mondiales autour de l'usage du charbon.

Bertrand d'Armagnac

Un coup de grisou fait au moins 35 morts en Chine

Un coup de grisou a eu lieu, au cours de la nuit du lundi 7 au mardi 8 septembre, dans une mine de charbon, au centre de la Chine, tuant au moins 35 mineurs. 44 autres restaient encore bloqués mardi matin, 14 ayant réussi à remonter à la surface.

La mine, d'une capacité de production de 150 000 tonnes, située dans la province du Henan, subissait des travaux de rénovation et n'avait pas encore été autorisée à rouvrir.

Les mines chinoises sont considérées comme les plus dangereuses du monde en raison du non-respect fréquent des normes de sécurité. - (AFP.)